

Lutte de classe

Ils vont nous le faire payer très cher. Jusqu'à quand ?

Le système capitalisme ne survit que grâce au crédit et à l'endettement généralisé en ruinant l'avenir des générations futures, y compris celui de notre planète.

A combien se monte le plan de sauvetage de l'administration américaine ?

Le plan de soutien aux banques et autres institutions financières a été estimé hier à 1.000 milliards de dollars par Bush. Mais certains économistes prédisent déjà qu'il pourrait dépasser cette somme gigantesque.

En quoi consiste ce plan ?

Il consiste à donner autorité au gouvernement pendant deux ans au moins pour récupérer des actifs liés à des emprunts hypothécaires et des créances douteuses pour apurer les comptes des banques et relancer la machine du crédit.

En réalité, pas de changement de cap, il s'agit de repousser à plus tard l'explosion inévitable du système financier basé sur le crédit donnant lieu à toutes les formes possibles et inimaginables de spéculations et de transactions pourries.

Qui va payer la note ?

Bush a répondu clairement « *Ces mesures réclament que nous engagions un montant considérable de dollars du contribuable* ». Il n'a pas dit lesquels.

Les travailleurs américains qui sont déjà endettés jusqu'au cou à hauteur de 140% ?

Gageons que les banques centrales des pays qui disposent de centaines de milliards de dollars dans leurs caisses vont être une nouvelle fois mises à contribution pour les transformer en bons du trésor américain, afin de soutenir le plan de relance de la première économie mondiale sans lequel c'est l'économie mondiale qui s'écroulerait comme un château de cartes.

Le désastre est-il totalement écarté ? Pas vraiment.

Pour Ian Shepherdson, chef économiste de High Frequency Economics, les mesures gouvernementales marquent « *le début de la fin de la crise* ».

Si « *C'est un pas en avant gigantesque. La seule manière de mettre un terme à la crise* », cependant il ajoute : « *L'économie est encore un désastre, mais la probabilité d'une crise systémique a beaucoup diminué* », disons que le désastre est repoussé temporairement.

En conclusion, nous allons assister à une accélération des fusions-restructurations et des délocalisations, l'ensemble se traduisant globalement par des centaines de milliers de licenciements, la destruction des acquis et des droits sociaux va s'amplifier, la remise en cause des droits politiques et syndicaux du prolétariat va accompagner ce processus de destruction, la privatisation des services publics va reprendre de plus belle, l'augmentation de la concurrence entre capitalistes qui pour être plus compétitifs et emporter des parts de marché les conduira à vouloir accroître la productivité, donc rendre les conditions de travail de plus en plus insupportables pour un salaire de plus en plus misérable, de recourir plus fréquemment à la masse de travailleurs la plus fragile, les enfants et les vieux, de saccager davantage notre environnement en allant jusqu'à exploiter les ressources des deux pôles, de propager la guerre et la destruction à travers le monde pour s'approprier des matières premières à bon compte, etc.

Ces conditions vont alimenter la lutte de classe sur tous les continents et dans tous les pays, y compris aux Etats-Unis. Question : comment vont passer l'hiver qui arrive les centaines de milliers de travailleurs et leurs familles expulsés de leur logement et qui dorment dans des tentes au milieu des jardins publics ?

Ces conditions vont aussi entraîner des tensions politiques entre pays, voire des guerres, il y a le risque que se développent le nationalisme et l'extrême droite, le racisme et la xénophobie pour diviser la classe ouvrière et semer la terreur propice à l'avènement de dictatures.

La crise actuelle du capitalisme est à la fois le produit de son incapacité à résoudre ses contradictions et à réduire en esclavage le prolétariat mondial. De ce point de vue, la révolution bolivienne qui unit ouvriers et paysans dans le même combat émancipateur montre la voie aux travailleurs du monde entier.

La révolution socialiste mondiale est en marche.

Comment vont réagir les centaines de millions de travailleurs à travers le monde qui vont se retrouver confrontés à une nouvelle hausse des prix du pétrole et des produits en tous genres qui ne manquera pas d'avoir lieu dans les mois à venir ? Sans parler de la hausse du chômage qui accompagne la baisse de la consommation.

Car certes, il y a la spéculation qui est pour une bonne part responsable de la situation sociale et économique actuelle, mais il y a d'autres facteurs que les capitalistes ne peuvent pas maîtriser, par exemple, la population mondiale va continuer de croître, les immenses besoins qui correspondent au développement de pays comme la Chine, l'Inde ou le Brésil notamment, selon la loi de l'offre et la demande, sachant que l'immense masse des capitaux ne sont pas réinvestis dans la production, la demande augmentant sans cesse, elle va alimenter automatiquement les prix à la hausse, par conséquent le fossé entre les besoins gigantesques de la population et les profits extorqués par une infime minorité d'exploiteurs et de rentiers va continuer de s'accroître aussi.

La lutte des classes va entrer dans une nouvelle phase à l'échelle mondiale, elle va se tendre jusqu'à la rupture et l'explosion sociale, les injustices et les inégalités croissantes vont sonner comme autant de provocations insupportables, l'exaspération et la radicalisation politique de la population vont devenir incontrôlables, la crainte de la répression organisée par les appareils militaro-policiers des différents gouvernements une fois affichée leur impuissance à faire face au chaos sociale et économique qu'ils ont provoqué eux-mêmes, ne sera pas suffisante pour faire reculer les masses qui n'auront plus rien à perdre, finalement l'affrontement direct entre les classes posant la question du pouvoir politique et la révolution nécessaire pour la résoudre vont venir à l'ordre du jour...

Le capitalisme n'est plus synonyme que de pauvreté et de souffrances sans nombre pour des milliards de travailleurs et leurs familles à travers le monde, il doit être aboli au plus vite.

Faire comprendre aux travailleurs que c'est une nécessité devrait être notre premier devoir. Et sur le plan politique, dans chaque pays cela devrait se traduire par le combat pour en finir avec les institutions qui sont au service du capitalisme. Le salut de l'humanité en dépend.

Alors que tous les projecteurs sont braqués sur la faillite du capitalisme, comment comprendre qu'on hésite à mettre en avant la nécessité de l'abolir ?

Y aurait-il en France un ou des partis ouvriers unis qui seraient prêts à engager le combat sur cet axe politique simple, clair, net et précis ?

Rompre avec le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner, rompre avec l'ensemble des institutions de la Ve république, rompre avec le patronat et ses représentants, rompre avec l'Union européenne, rompre avec les partis traditionnels du mouvement ouvrier pourris qui collaborent avec la bourgeoisie, au lieu d'aller à leur rencontre à la moindre occasion alors qu'il n'y a absolument rien à en attendre, voilà sur quelle base devrait se constituer l'unité des syndicats et des partis ouvriers pour engager le combat pour la défense de tous nos acquis et droits sociaux dans la perspective politique de la prise du pouvoir, pour chasser Sarkozy et renverser l'Etat bourgeois.

Finalement, la survie du régime capitaliste est intimement liée à la capacité du prolétariat à se doter d'une direction révolutionnaire ouvrant la voie vers le socialisme.

Arriverons-nous un jour oui ou non à nous doter de cet outil indispensable pour vaincre. De la réponse à cette question est lié le sort de l'humanité. Plus que jamais. A chacun ses responsabilités.

(source : AFP 20 et 21.09)